

ARRÊTÉ n° 2024-DCAT-BEPE-264

du **29 NOV. 2024**

**mettant en demeure la société Arkema de respecter certaines prescriptions
des arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010 pour son installation située
sur la commune de Saint-Avold**

Le préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** le guide DT94 de décembre 2015 relatif à l'inspection et à la maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié dit « arrêté cadre » ;
- Vu** les éléments transmis par l'exploitant suite à la visite d'inspection du 10 septembre 2024 ;
- Vu** le rapport du 22 octobre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le courrier préfectoral du 23 octobre 2024 informant la société Arkema de la mise en demeure envisagée à son encontre et du projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** la réponse formulée par la société Arkema par courrier du 12 novembre 2024 et par courriel du 22 novembre 2024 ;

Considérant que l'article 29.1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié précise que tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. [...]. Ce plan comprend : [...] des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection ;

Considérant que le plan d'inspection du 22 février 2021 du réservoir RN155 n'identifie pas, au vu de la température de fonctionnement, de la présence de calorifuge et de la composition du produit stocké, certains modes de dégradation (corrosion sous calorifuge, corrosion galvanique, corrosion sous contrainte...) et ne propose pas de contrôles adaptés à ces modes de dégradations ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions de l'article 29.1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose que *« En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. »* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture, de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société Arkema France (numéro SIREN : 319 632 790), dont le siège social est situé, 420 rue d'Estienne d'Orves à Colombes (92705), est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté et d'ici le 31 décembre 2025, pour le parc de stockage Nord de son site situé au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold ;

- **dans un délai de 12 mois** les dispositions suivantes de l'article 29.1 de l'arrêté ministériel 3 octobre 2010 modifié susvisé en ce qui concerne le réservoir RN155 :
« Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. [...] ».

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Arkema et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et aux maires de Carling et Saint-Avold.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Richard Smith

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.